

NUCLÉAIRE Arrêt définitif du réacteur n° 1 de la centrale de Fessenheim

« Un point d'étape, pas une victoire »

Les militants antinucléaires n'ont pas souhaité « fêter » l'arrêt du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Fessenheim, ce samedi. Par « respect pour les salariés » et parce que le début du démantèlement de la centrale n'est « qu'un point d'étape » dans leur combat.

« Voici la preuve que lorsqu'on touche au nucléaire, nous sommes dans un État policier ».

Pour les représentants d'associations environnementales qui tenaient, samedi matin à Colmar, une conférence de presse sur l'arrêt du réacteur n° 1 de Fessenheim, l'occasion était belle... L'arrivée de policiers, au début de la réunion, leur a permis d'ironiser sur « les dangers que représente une conférence de presse » dans une démocratie.

« Les pleurs des élus locaux sont indécentes »

Les représentants de huit associations étaient présents : Stop Fessenheim, Citoyens vigilants des environs de Fessenheim, Alsace Nature, Anti-Atom Gruppe Freiburg, Bund Regionalverband Südlicher Oberrhein... Ils ont tenu à indiquer qu'il n'était pas question pour eux de « faire la fête ». Nous sommes contents de voir le début de la fin de Fessenheim, mais nous ne crions pas victoire, car il reste encore beaucoup à faire ».

Ils ont également précisé vouloir « une approche digne. Il n'est pas question de célébrer quoi que ce soit au moment où les salariés de la centrale vivent une période difficile ».

□ **Élus locaux.** « Voir les élus locaux pleurer aujourd'hui alors qu'ils ont bénéficié durant toutes ces années de la



Des policiers sont entrés dans la salle où se tenait la conférence de presse des opposants à la centrale nucléaire de Fessenheim. Ils ont été fraîchement accueillis... Photo L'Alsace/Hervé KIELWASSER

manne de la centrale nucléaire est indécent ». Les intervenants ont pris en exemple des communes allemandes comme Gundremmingen, en Bavière, « qui a su placer les revenus issus de sa centrale en vue de financer son avenir après la fermeture. Les élus alsaciens, coincés dans leur déni de la fermeture, ont perdu huit ans... »

□ **Projet de territoire.** Les associations ont rappelé leur soutien à la création du réseau ferré Colmar-Breisach, la transformation du territoire en « modèle de transition énergétique » via les énergies renouvelables, le soutien aux projets innovants, la zone d'activités binationale... En revanche, elles sont totalement opposées au projet de « technocentre »

□ **Aspects juridiques.** En novembre dernier, les associa-

tions ont fait un signalement à la Commission européenne à propos de l'argent que l'État s'est engagé à verser à EDF « en compensation » du manque à gagner suite à la fermeture de Fessenheim (du 15 novembre 2019). Elles y voient une subvention déguisée et une distorsion de la concurrence.

Contre les piscines de stockage « à haut risque »

□ **« Insuffisances » du plan de démantèlement.** Les intervenants ont rappelé que l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) a elle-même indiqué à EDF que son plan était trop flou. Ils demandent un « démantèlement pilote scientifique » pour le réacteur n° 1, avec des tests mécaniques et physiques des différents composants. Pour le réacteur n° 2, ils demandent un « démantè-

lement standard », qui permettra de « quantifier les temps nécessaires et le coût réel pour obliger EDF à vendre l'électricité à son prix réel ».

□ **Commission Schellenberger.** Les associations ont dit « chiche » à la mission d'information sur le suivi de la fermeture de la centrale présidée par le député LR Raphaël Schellenberger. « Nous espérons bien pouvoir être auditionnés... »

□ **« Le combat continue. »** Après le 30 juin, les associations environnementales françaises, badoises et suisses annoncent qu'elles continueront leur combat contre les piscines de stockage « à haut risque », la surveillance de la production de la centrale, la sortie progressive du nucléaire.

Françoise MARISSAL

L'héritage de Fessenheim raconté aux passants

Cinq associations antinucléaires (*) ont offert du vin chaud aux passants de la place Kléber, à Strasbourg, samedi. Avant de faire sauter les bouchons des bouteilles de champagne ou de crémant d'Alsace, il faudra patienter quelques mois, puis longtemps, et même très longtemps.

Revêtus de tenues blanches ou en habit de notaire, une vingtaine de militants antinucléaires ont monté un stand au cœur de la capitale alsacienne pour présenter un petit spectacle de rue racontant « le projet insensé de création d'un technocentre à Fessenheim, pour recycler des métaux faiblement radioactifs qui profiteront au monde entier et finiront comme articles ménagers ».

Ou encore pour dénoncer « l'héritage financier » de la centrale. « L'État, c'est-à-dire les citoyens, devront régler une facture de 400 millions pour dédommager EDF qui faisait tourner Fessenheim, alors que la quatrième visite décennale n'a pas été effectuée ». Les militants ont également fait découvrir, à travers trois bouteilles, un plus lourd « héritage » laissé aux générations à venir et à la planète. La première bouteille sera ouverte le 30 juin lors de la fermeture définitive de la centrale, la seconde dans 20 ou 40 ans « quand son démantèlement aura été achevé », la troisième dans « 21 402 020 années quand le dernier élément radioactif produit par la centrale ne polluera plus ». Outre le vin chaud, le public a partagé, samedi après-midi, une soupe à la grimace. (Voir également la vidéo sur dna.fr)

J.-F.C.

(*) Stop transports et halte au nucléaire, Stop Fessenheim, Comité de sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin, Les citoyens vigilants des environs de Fessenheim, Alsace nature.



Les militants antinucléaires ont notamment dénoncé « l'héritage financier » de la centrale. Photo DNA/Franck KOBIL

Les élus locaux toujours mobilisés

À 8h30, ce samedi matin, les élus de la communauté de communes Pays Rhin-Brisach, accompagnés par quelques homologues allemands et par le vice-président du conseil départemental Michel Habig, sont apparus portant écharpes tricolores et bonnets rouges, à l'instar des Bretons qui s'étaient opposés à l'écotaxe il y a six ans. « Une lutte citoyenne qui a su faire reculer le gouvernement », a expliqué le président de la com'com, Gérard Hug.

« Nous ne renoncerons pas à la bataille du FNGIR »

« Nous ne renoncerons pas à la bataille du FNGIR », a-t-il lancé, rappelant que le mécanisme de ce fonds national de garantie individuelle des ressources imposera à la commune de Fessenheim de continuer à verser 2,9 millions d'euros chaque année, même lorsqu'elle ne percevra plus les 6,4 millions de recettes fiscales liées à la production nucléaire. « Cette centrale coûtera, à long terme, plus cher au territoire que ce qu'elle a pu rapporter durant ses 40 années d'exploitation, souligne Gérard Hug. L'État nous asphyxie ».

Le maire de Fessenheim, Claude Brender, ne se fie pas aux « promesses » de solution réitérées vendredi par les ministres Élisabeth Borne et Emmanuelle Wargon, lors de leur « visite improvisée » à Colmar.

Tant que la question du FNGIR ne sera pas réglée, la commune et la communauté de communes n'adhéreront pas à la société d'économie mixte franco-allemande qui assurera la mise en œuvre du « projet de territoire ». « De toute façon, le fait de ne pas créer tout de suite cette SEM – une volonté du gouvernement – n'est pas un frein, ni une perte de temps », note Gérard Hug, puisque les procédures préalables à l'ex-



Emmenés par leur président, Gérard Hug, et le maire de Fessenheim, Claude Brender, les élus ont protesté, coiffés d'un bonnet rouge.

Photo L'Alsace / Thierry GACHON

tension de la zone EcoRhena suivent leur cours et ne s'achèveront pas avant la fin de l'année.

« Des promesses, on en a déjà eu beaucoup, nous voulons du concret », souligne Claude Brender. Du concret, c'est également ce qu'a réclamé Raphaël Schellenberger, trois heures plus tard dans un restaurant de Fessenheim, encadré par le maire et Michel Habig.

Le député LR de la circonscription se gausse du « registre sémantique de la comitologie » déployé très largement par le gouvernement, avec la création annoncée d'une « commission interministérielle » (alors qu'il existe déjà un Délégué interministériel à l'avenir du territoire de Fessenheim), d'un « commissaire à la reconversion du territoire », d'une délégation parlementaire chargée de travailler sur la fiscalité... « A la veille de l'arrêt du réacteur n°1, on espérait des moyens et des ambitions, pas un discours! »

O.B.

Le réacteur s'est éteint dans l'émotion

« Le 22 février 2020, l'unité de production n°1 a été déconnectée définitivement du réseau électrique national. Les opérations de refroidissement du circuit primaire ont été engagées pour procéder à l'ouverture de la cuve du réacteur et au déchargement du combustible. L'unité de production n°2 est en fonctionnement et à disposition du réseau électrique national. Elle sera déconnectée du réseau le 30 juin 2020. » C'est par ces quelques phrases qu'EDF a confirmé, ce samedi matin peu avant 4 h, l'achèvement de la première étape de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Insatisfaits des mesures de reclassement proposées par la direction, certains salariés en charge de cette mise à l'arrêt avaient entretenu le doute, ces derniers jours, sur la tenue des délais annoncés.

Les opérations ont finalement commencé avec 45 minutes de retard, mais la déconnexion a eu lieu à 2 h du matin, horaire initialement prévu, indique Jean-Luc Cardoso, porte-parole de la CGT Mines-Energie, présent en salle de commande toute la soirée. « Ce n'était pas un baroud d'honneur, estime Jean-Luc Cardoso. Des inquiétudes et des revendications ont ressurgi à l'approche de cette échéance... »

« Les agents de la conduite

étaient davantage mobilisés contre la fermeture, depuis son annonce, on avait pu le voir notamment sur les piquets de grève de 2018 », explique de son côté Alain Besserer, délégué FO et secrétaire du CSE de la centrale, également présent.

Selon lui, des erreurs dans le calcul d'indemnités – constatées par certains salariés déjà reclassés – devant compenser la perte des primes, ont suscité une réaction d'autant plus vive qu'approchait l'échéance de ce premier arrêt définitif.

Vendredi soir, le directeur de la centrale, Marc Simon-Jean, est venu échanger avec les agents en salle de commande, et a visiblement trouvé les mots pour calmer les mécontentements. « Il leur a montré à quel point la situation l'affectait lui aussi, il est resté à leurs côtés jusque tard dans la nuit, poursuit Alain Besserer. Cela les a réconfortés. »

Jean-Luc Cardoso décrit quelques « larmes à l'œil », Alain Besserer « une ambiance surréaliste ». « On avait du mal à réaliser ce qui se jouait devant nous. J'ai été impressionné par le sérieux et la concentration des collègues, malgré l'émotion. Ils sont restés pro jusqu'au bout. Lundi, ça va être lourd, comme après la perte d'un être cher. »

Toute la nuit et la journée d'hier se sont multipliés les mes-

sages de solidarité de collègues ou anciens collègues du parc nucléaire EDF, du directeur de la division production nucléaire, ou encore des directeurs de centrales de toute la France – un message rédigé par Thierry Rosso, l'ancien directeur du site de Fessenheim.

« Un gâchis monumental »

« C'est un peu notre bébé qu'on nous a demandé de tuer », n'hésite pas à déclarer Cédric, 35 ans, depuis dix ans à la centrale nucléaire de Fessenheim.

« La nuit dernière, je n'ai pas accompli le geste fatal, de lui couper la respiration, en arrêtant d'envoyer des watts sur le réseau, ni de lui arrêter le cœur, en plongeant les barres. Cet arrêt est un gâchis monumental, guidé par des considérations idéologiques et politiques. La centrale, c'est une formidable machine, qui ramène de l'argent, produit de l'électricité sans émettre de CO₂, on a toujours trouvé des solutions pour les déchets... »

Après l'arrêt du réacteur n°2, prévue le 30 juin prochain, Cédric partira vers une autre centrale nucléaire, sur un poste identique. « Je me suis attaché à la région, même si je n'en suis pas originaire, mais j'ai tourné la page... »

Olivier BRÉGEARD